

Convention collective régionale

IDCC : 1635. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(GIRONDE ET LANDES)
(19 février 1991)**

(Bulletin officiel n° 1991-4 bis)

(Etendue par arrêté du 7 octobre 1991)

**ACCORD DU 24 OCTOBRE 2006
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES (RMH)
À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2007**

NOR : *ASET0651238M*

IDCC : 1635

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie Gironde et Landes,

D'une part, et

Le syndicat des métaux de la Gironde CFDT,

D'autre part,

conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective ainsi qu'à la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'article 29 des clauses particulières de la convention collective du 19 février 1991 applicable aux entreprises des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la

Gironde et des Landes. Il se réfère également aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national du 13 juillet 1983 sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques.

Conclu ce jour, le présent accord porte effet à compter du 1^{er} janvier 2007.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'accord national du 17 janvier 1991, reprises à l'article 29 des clauses particulières de la convention collective susvisée, les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques fixées ci-dessous servent uniquement de base de calcul à la prime d'ancienneté instaurée par l'article 34 desdites clauses particulières.

Article 3

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point fixée à : 4,55 € à compter du 1^{er} janvier 2007.

Les mensuels ouvriers tels qu'ils sont définis par la classification « Ouvriers » instituée par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Cette majoration est portée à 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Les rémunérations minimales hiérarchiques obtenues par les calculs prévus au présent article sont déterminées pour une durée légale hebdomadaire de 35 heures de travail effectif au sens de l'article L. 212-1 du code du travail.

Ces valeurs devront donc être adaptées proportionnellement pour les entreprises dont l'horaire collectif légal ou conventionnel de travail effectif serait inférieur à 35 heures hebdomadaires.

Article 4

Les rémunérations minimales hiérarchiques des barèmes joints en annexe comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 5

La prime d'ancienneté est calculée dans les conditions ci-après sur le barème des rémunérations minimales hiérarchiques :

- 3 % après 3 ans ;
- 4 % après 4 ans ;
- 5 % après 5 ans ;
- 6 % après 6 ans ;
- 7 % après 7 ans ;
- 8 % après 8 ans ;

- 9 % après 9 ans ;
- 10 % après 10 ans ;
- 11 % après 11 ans ;
- 12 % après 12 ans ;
- 13 % après 13 ans ;
- 14 % après 14 ans ;
- 15 % après 15 ans.

Cette prime, calculée séparément et en proportion directe de l'horaire de travail effectif, s'ajoute aux appointements réels de l'intéressé.

La prime d'ancienneté devra figurer à part sur le bulletin de paie.

Article 6

En cas de contestation concernant l'application des rémunérations prévues au présent accord, la solution des litiges relèvera des dispositions suivantes :

Une commission mixte composée :

- moitié par l'union des industries et métiers de la métallurgie Gironde et Landes ;
- moitié par les organisations syndicales représentatives intéressées au conflit et cosignataires du présent accord, et à raison de 2 représentants par organisation,

examinera les difficultés d'application dûment justifiées et motivées qui lui seraient soumises.

Article 7

Après expiration du délai prévu à l'article L. 132-2-2, I du code du travail, le texte du présent accord sera déposé, en nombre suffisant d'exemplaires, auprès des services centraux du ministre chargé du travail ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Bordeaux, dans les conditions prévues aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Bruges, le 24 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations minimales hiérarchiques servant au calcul de la prime d'ancienneté à compter du 1^{er} janvier 2007

Horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif
(valeur du point : 4,55 €)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	AGENTS DE MAÎTRISE sauf AM d'atelier	AGENTS ADMINISTRATIFS et techniciens
V	3	395	1 797,25	1 797,25
		365	1 660,75	1 660,75
	2	335	1 524,25	1 524,25
	1	305	1 387,75	1 387,75
IV	3	285	1 296,75	1 296,75
	2	270		1 228,50
	1	255	1 160,25	1 160,25
III	3	240	1 092,00	1 092,00
	2	225		1 023,75
	1	215	978,25	978,25
II	3	190		864,50
	2	180		819,00
	1	170		773,50
I	3	155		705,25
	2	145		659,75
	1	140		637,00

**Rémunérations minimales hiérarchiques servant au calcul
de la prime d'ancienneté à compter du 1^{er} janvier 2007**

Horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif
(valeur du point : 4,55 €)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS y compris majoration 5 %		AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER y compris majoration 7 %	
V	3	395			AM 7	1 923,06
		365				1 777,00
	2	335			AM 6	1 630,95
	1	305			AM 5	1 484,89
IV	3	285	TA 4	1 361,59	AM 4	1 387,52
	2	270	TA 3	1 289,93		
	1	255	TA 2	1 218,26	AM 3	1 241,47
III	3	240	TA 1	1 146,60	AM 2	1 168,44
	2	225				
	1	215	P 3	1 027,16	AM 1	1 046,73
II	3	190	P 2	907,73		
	2	180				
	1	170	P 1	821,18		
I	3	155	O 3	740,51		
	2	145	O 2	692,74		
	1	140	O 1	668,85		